

L'IMPACT DE LA QUALITÉ DE L'EMPLOI SUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE DES JEUNES AU SAHEL

24 SEPTEMBRE 2025

INTRODUCTION

Au Sahel, les jeunes représentent plus de la moitié de la population et constituent un potentiel majeur pour le développement économique et social. Pourtant, leur situation reste marquée par une précarité persistante. Selon l'étude de l'Institut néerlandais pour la démocratie multipartite (NIMD), près de 80 % des jeunes burkinabè et 70 % des jeunes maliens travaillent dans le secteur informel, souvent sans contrat, sans protection sociale et avec des revenus instables. Même les jeunes diplômés ne sont pas épargnés, car beaucoup traversent de longues périodes de chômage après leurs études, générant frustration et sentiment d'exclusion.

Les jeunes femmes cumulent particulièrement les vulnérabilités. Elles sont surreprésentées dans le commerce et les services informels, où les emplois sont souvent sous-payés et dépourvus de protection sociale. L'Institut national de la statistique et de la démographie du Burkina Faso, dans son étude sur l'égalité de genre en 2023, souligne des inégalités. Les femmes consacrent en moyenne 166 minutes par jour aux tâches domestiques non rémunérées contre seulement 47 minutes pour les hommes, l'écart salarial atteint 37,3 %, et 83,3 % des femmes employées occupent un emploi vulnérable contre 60,2 % des hommes.

Cette précarité, souvent perçue négativement par la société, suscite des doutes sur la légitimité et la sincérité de l'engagement des jeunes et constitue un obstacle à leur inclusion et à leur participation aux instances de décision. L'accès à un emploi stable dépend du genre, du niveau d'instruction et du lieu de résidence. Au Mali, les jeunes instruits âgés de 18 à 25 ans sont parmi les plus touchés par le chômage, près de quatre sur dix étant sans emploi. Dans certaines régions, notamment le Nord et le Centre, l'insécurité accentue encore la vulnérabilité économique des jeunes.

Cette fragilité économique influence directement leur rapport à la vie publique. Les partis politiques, souvent perçus comme peu ouverts et hiérarchisés, attirent de moins en moins de jeunes, qui éprouvent des difficultés à accéder à des postes de responsabilité. Toutefois, ce désintérêt pour les structures traditionnelles ne traduit pas un manque d'engagement. Les jeunes développent de nouvelles formes de participation concrètes et accessibles, investissant initiatives locales, actions communautaires, mouvements citoyens et réseaux sociaux, des espaces où leur voix est réellement entendue et où ils peuvent agir directement.

LES PANÉLISTES INVITÉS

Nana Salama Maiga, Coordinatrice générale adjointe du Collectif citoyen pour la Renaissance du Mali (CCRM)

Maleye Ahmadou Diagne, Assistant technique Senior en formation professionnelle et emploi

Khadidja Sanou, Coordinatrice de l'Association des engagés pour le vivre ensemble (EVES)

Roseline Zahui, Présidente de l'Association pour les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin (AMICI)

Tambari Idrissa, Spécialiste en genre et développement, Consultant sur le programme d'engagement des jeunes

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- Plusieurs programmes nationaux sont mis en place pour promouvoir l'emploi des jeunes, mais ne touche qu'une infime partie de la jeunesse. Ils bénéficient surtout aux jeunes des milieux urbains, laissant de côté ceux du monde rural, pourtant les plus vulnérables sur le marché du travail. Ces initiatives ne concernent qu'une minorité de jeunes et profitent majoritairement à ceux résidant en milieu urbain, tandis que les jeunes des zones rurales en sont largement exclus. Par ailleurs, ces programmes peinent à générer des emplois véritablement décents. Les postes proposés ne garantissent pas toujours le respect des droits fondamentaux des travailleurs, la sécurité sur le lieu de travail, ni des conditions permettant un revenu stable et suffisant pour assurer une vie digne et un épanouissement personnel. En pratique, ils produisent du travail, mais rarement du travail décent. Lorsqu'un jeune accède à un emploi, une grande partie du revenu se retrouve absorbée par les attentes et les obligations familiales, rendant encore plus difficile l'autonomie économique et le développement personnel.
- Le secteur informel est moins concerné par les programmes d'accompagnement à l'auto-emploi. En effet, ces dispositifs demandent souvent aux jeunes d'élaborer un plan d'affaires, de présenter des garanties et de constituer un portfolio, des exigences qui rendent l'accès au financement difficile. Ce sont principalement les jeunes disposant d'un certain niveau d'instruction, et en particulier ceux des zones urbaines, qui ont davantage de chances de bénéficier de ces accompagnements. En milieu rural, les jeunes sont doublement défavorisés : ils manquent non seulement d'informations sur ces programmes, mais n'ont également pas accès à la formation professionnelle. Or, la formation professionnelle est essentielle pour garantir la qualité de l'emploi, car elle permet d'acquérir les compétences nécessaires pour occuper un poste, répondre aux exigences professionnelles et s'épanouir. Comme le milieu rural et le secteur informel sont largement exclus de ces dispositifs, les jeunes qui y résident, et en particulier les jeunes femmes, se retrouvent profondément marginalisés et désavantagés sur le marché du travail.
- En raison d'une profonde désillusion à l'égard de la politique et du manque de perspectives offertes par les partis politiques qui peinent à ouvrir des espaces de responsabilité et de progression pour les jeunes. Ces derniers se désengagent progressivement de la sphère partisane. Face à cette fermeture des opportunités politiques traditionnelles, de nombreux jeunes se tournent vers la société civile. Ils y trouvent des espaces plus accessibles, plus horizontaux et davantage ouverts à l'innovation sociale. Les initiatives locales, les mouvements citoyens et les mobilisations communautaires deviennent alors des terrains privilégiés d'expression, d'engagement et d'action collective. Ces nouvelles formes d'engagement attirent de plus en plus de jeunes, car elles permettent de répondre à des enjeux concrets, de défendre des causes qui les touchent directement et de produire un impact visible au niveau local.
- La participation des jeunes varie en fonction de leur niveau d'employabilité et de leur niveau d'éducation. Les jeunes qui ont un parcours scolaire ou académique solide, et qui bénéficient d'un emploi décent, s'engagent généralement de manière plus « conventionnelle » : ils rejoignent des partis politiques ou des organisations de la société civile bien structurées. À l'inverse, les jeunes déscolarisés ou ceux qui occupent des emplois précaires s'orientent davantage vers des formes d'engagement local. Ils s'investissent dans des structures religieuses, dans les activités du quartier ou de la commune. Ainsi, les conditions socio-économiques influencent fortement les formes d'engagement choisies par les jeunes et déterminent les espaces dans lesquels ils se sentent capables d'agir et de faire entendre leur voix. On observe également l'émergence d'une nouvelle forme d'engagement portée par les réseaux sociaux, avec la montée du web-activisme. De plus en plus de jeunes utilisent ces plateformes pour défendre des causes, dénoncer des injustices, mobiliser leurs communautés et participer activement au débat public.
- Il existe un lien entre le travail décent et l'engagement civique, ce que l'on peut comprendre à travers la pyramide de Maslow. Les besoins élémentaires, comme la sécurité, la nourriture ou l'habillement, doivent être satisfaits avant que l'individu n'aspire à des besoins plus élevés, tels que l'accomplissement

personnel ou l'implication citoyenne. Lorsqu'un jeune n'a pas de revenu stable, il lui est difficile de s'intéresser à la participation publique, car ses priorités sont tournées vers la survie quotidienne. Dans ce sens, les personnes qui disposent d'un emploi décent ont plus de chances de s'engager, car leurs besoins fondamentaux sont déjà couverts. Toutefois, l'inverse existe également : certains jeunes ayant un emploi stable ne s'impliquent pas du tout dans la vie civique ou politique. Cette réalité montre qu'il ne suffit pas d'améliorer les conditions économiques pour renforcer la participation des jeunes. Il est donc essentiel de promouvoir l'engagement civique et de créer des espaces, des outils et des opportunités qui donnent envie aux jeunes de s'investir et de contribuer à la vie collective.

- Le déficit de compétences constitue un frein majeur à l'accès à un travail décent. Il est difficile d'occuper un emploi correctement rémunéré et stable si l'on ne possède pas les compétences requises. Ce problème renvoie directement aux limites de la formation professionnelle dans la région. Dans les pays du Sahel, les dispositifs existants ne sont pas capables de répondre aux besoins de formation de plus de 20 % des jeunes en âge de suivre une formation professionnelle. Ce manque d'offre est aggravé par la faible qualité des structures et des programmes. Les formateurs eux-mêmes ne sont souvent pas qualifiés, faute de structures de formation adaptées, tant sur le plan technique que pédagogique. De plus, les centres de formation sont peu nombreux, mal équipés, et beaucoup de programmes datent des années 1960. Ce n'est que récemment que des initiatives commencent à être mises en œuvre selon l'approche par compétences, mais elles ne sont pas appliquées de manière complète ou conforme aux standards requis. Dans ce contexte, l'accès à un travail décent reste limité, et le déficit de compétences continue de représenter un obstacle majeur à l'insertion professionnelle des jeunes.
- Le tissu économique de nos pays ne favorise pas la création d'emplois salariés décents. Nos économies ne sont pas en mesure d'absorber un nombre important de travailleurs, et de nombreuses entreprises existantes offrent des conditions de travail précaires. Dans des secteurs comme la construction ou les services, même les jeunes diplômés sont souvent exploités, car ils ne bénéficient pas de véritables contrats de travail. Les employeurs proposent généralement des contrats à durée déterminée (CDD) ou ne fournissent aucun contrat formel, et l'absence de contrôle et de surveillance étatique aggrave cette situation. Dans le domaine de l'auto-emploi, le déficit d'encadrement constitue également un obstacle majeur. Les financements proposés par les banques ou les institutions de microfinance ne sont pas adaptés aux besoins réels des jeunes. Par exemple, un jeune qui n'a jamais géré un capital de 50 000 se retrouve parfois confronté à un financement de 500 000 avec des taux d'intérêt élevés, ce qui rend difficile le lancement et le développement de son activité. En conséquence, les jeunes peinent à créer, maintenir et faire croître leurs entreprises, ce qui limite leur accès à un emploi décent et freine leur insertion économique.
- Au Niger, au Mali et au Burkina Faso, de nombreux jeunes suivent des formations dans l'espoir d'intégrer les forces armées. La vocation principale de ces corps n'est pas de créer de l'emploi, mais ils offrent néanmoins un nombre significatif de postes et restent probablement les employeurs qui recrutent le plus de jeunes dans ces pays. Pour beaucoup, la formation professionnelle est perçue comme un moyen d'accéder à ces institutions. Cependant, il est difficile de considérer ces emplois comme véritablement décents. Malgré tout, ces emplois attirent de nombreux jeunes, car ils offrent avant tout une certaine stabilité. Même si ces emplois ne garantissent pas pleinement des conditions de travail décentes, ils représentent pour ces jeunes une sécurité que peu d'autres secteurs peuvent offrir.

RECOMMANDATIONS

- Mettre en place des dispositifs de financement et de formation professionnelle adaptés aux conditions des jeunes. Les programmes doivent permettre d'acquérir les compétences nécessaires pour accéder à un emploi décent et être structurés de manière à répondre aux réalités du marché du travail. Parallèlement, un cadre réglementaire efficace doit être instauré au niveau de l'État pour garantir le respect des droits des travailleurs et créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat.
- Développer des mécanismes d'accompagnement et de soutien à l'entrepreneuriat. Ces dispositifs doivent encourager les jeunes à oser se lancer dans la création d'entreprise, les guider tout au long de leur parcours entrepreneurial et renforcer leur esprit d'initiative. L'objectif est de leur offrir les outils

et la confiance nécessaires pour réussir, tout en contribuant au développement économique local et national.

- Créer des emplois décents et améliorer les conditions de travail. Il est essentiel de développer des opportunités d'emplois qui permettent aux jeunes de s'épanouir professionnellement et personnellement. Ces emplois doivent offrir un salaire équitable, des conditions de travail sûres et la possibilité de développer des compétences. Il est également important que ces emplois soient accompagnés de mesures favorisant l'engagement civique, afin que les jeunes se sentent acteurs et responsables dans leur société.
- Renforcer et orienter la formation professionnelle vers les besoins locaux. La formation doit être adaptée aux réalités économiques et aux secteurs porteurs de chaque région. Par exemple, dans les zones agricoles du Mali, il faut former les jeunes aux métiers de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, tout en développant leur conscience citoyenne. Cette approche permet non seulement de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, mais aussi de renforcer leur engagement civique et leur contribution au développement local.
- Encourager le passage des jeunes entrepreneurs et des acteurs du secteur informel vers le cadre formel. Cette incitation peut se faire par des mesures fiscales attractives, par exemple en exonérant les nouvelles entreprises de taxes pendant la première année ou dès leur déclaration. Une telle approche pourrait motiver davantage de jeunes à légaliser leurs activités et à évoluer dans un environnement formel sécurisé.
- Renforcer la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle. Il est essentiel d'améliorer le niveau d'enseignement afin de permettre aux jeunes d'acquérir les compétences nécessaires pour accéder à un emploi décent et de qualité. Il faut les infrastructures et l'équipement des centres de formation et des écoles. Les autorités doivent investir dans l'équipement des établissements scolaires et des centres de formation pour offrir un environnement propice à un apprentissage de qualité et favoriser l'excellence des jeunes.
- Renforcer les politiques publiques en matière d'emploi des jeunes. Il est essentiel d'associer les jeunes à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques afin de mieux répondre à leurs besoins et à leurs réalités. Ces politiques doivent être territorialisées, c'est-à-dire adaptées aux spécificités locales, pour offrir des opportunités d'emploi pertinentes aussi bien à l'échelle des territoires qu'au niveau national.

CITATIONS DES PANÉLISTES

«Les jeunes viennent avec des convictions dans un parti, avec un idéal, mais une fois à l'intérieur c'est la désillusion totale. Les dirigeants sont presque là à vie, ce qui ne donne pas d'opportunités d'évolution»
Nana Salama Maiga, Coordinatrice générale adjointe du Collectif citoyen pour la Renaissance du Mali (CCRM)

«L'engagement pour la participation à la vie publique ne doit plus être une option pour nous, c'est une obligation. Il est du devoir de chaque citoyen de se poser la question à savoir : qu'est-ce que je peux faire pour mon pays ? Et de s'engager pour sa communauté, pour sa région, ou pour son pays» **Nana Salama Maiga**, Coordinatrice générale adjointe du Collectif citoyen pour la Renaissance du Mali (CCRM)

«L'emploi décent, c'est un emploi qui respecte les droits humains, qui sécurise le travailleur dans son environnement de travail et qui lui permet de gagner sa vie et d'être heureux dans son travail. Beaucoup de programmes aident les jeunes à trouver du travail, mais en général ce n'est pas du travail décent» **Maleye Ahmadou Diagne**, Assistant technique Senior en formation professionnelle et emploi

«Le premier obstacle est le déficit de compétences. Les dispositifs de formation professionnelle existants ne sont même pas capables de prendre en charge les besoins en formation de 20% des jeunes. Les formateurs ne sont pas formés, les centres ne sont pas équipés, et les programmes datent parfois des années 1960»
Maleye Ahmadou Diagne, Assistant technique Senior en formation professionnelle et emploi

«De plus en plus, les jeunes sont engagés dans les associations de jeunes ou de la société civile tout en œuvrant pour l'autonomisation. La plupart des jeunes formés reçoivent des formations théoriques, et ils essaient d'entreprendre pour mettre en pratique ce qu'ils ont appris, car ils sont convaincus que l'État ne peut pas engager tout le monde.» Khadidja Sanou, Coordinatrice de l'Association des engagés pour le vivre ensemble (EVES)

«Il faut investir beaucoup dans les zones rurales et inciter ces jeunes à avoir plus de formation et d'opportunités. Il faut aussi investir dans l'éducation technique et la formation professionnelle, car si tout est théorique, ce n'est pas intéressant et cela ne facilitera pas la création d'emploi.» Khadidja Sanou, Coordinatrice de l'Association des engagés pour le vivre ensemble (EVES)

«Dans les partis politiques, les jeunes ne sont pas très écoutés. Ils ne sont pas sur le devant de la scène, ils sont juste les jeunes du parti. Ils n'ont pas un grand impact sur la politique même du parti. Mais dans les organisations de la société civile, les jeunes se font entendre par rapport aux actions qu'ils défendent. Les actions qu'on mène en tant que société civile portent plus que les actions qu'on mène en tant que parti politique.» Roseline Zahui, Présidente de l'Association pour les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin (AMICI)

« Mon engagement découle de mon expérience personnelle. En 2013, j'ai été diagnostiqué de la maladie de Crohn, une épreuve qui a profondément marqué ma vie. C'est cette expérience qui m'a conduit à créer AMICI en 2016, une organisation dédiée à la sensibilisation, au plaidoyer et à l'accompagnement des personnes touchées par la même maladie.» Roseline Zahui, Présidente de l'Association pour les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin (AMICI)

«Il y a un conflit intergénérationnel où l'ancienne classe voit la jeunesse comme une menace. Mais il y a aussi un problème de solidarité entre les jeunes eux-mêmes. Au lieu d'être soudée, d'avoir une seule voix et une seule vision, la jeunesse est divisée, et cette division fragilise sa force.» Tambari Idrissa, Spécialiste en genre et développement, Consultant sur le programme d'engagement des jeunes

«Les causes qui poussent les jeunes à partir ne sont pas seulement liées à l'absence d'emploi décent, mais souvent à un modèle de réussite. Quand un jeune part en Europe et revient faire des investissements dans son village, cela pousse ses amis à vouloir partir aussi, pensant que l'Europe est l'eldorado. Il faut démystifier ce modèle de réussite.» Tambari Idrissa, Spécialiste en genre et développement, Consultant sur le programme d'engagement des jeunes

POUR ALLER PLUS LOIN

VIDEO DE LA CONVERSATION



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

